

**ACCORD-CADRE DE COOPÉRATION n° 2209/2016 DE 2016 ENTRE LE
MINISTÈRE DE LA CULTURE DE COLOMBIE ET LE CONSERVATOIRE
NATIONAL SUPÉRIEUR MUSIQUE ET DANSE DE LYON (CNSMD de Lyon)**

Entre les signataires,

d'une part, **LE CONSERVATOIRE NATIONAL SUPERIEUR MUSIQUE ET
DANSE DE LYON**, représenté par **GERY MOUTIER**, identifié avec carte d'identité
français n° 080169105095, délivrée par la Préfecture du Rhône, agissant en sa
qualité de Directeur,
qui, aux fins de cet accord, sera appelé **LE CNSMD de Lyon**,

et d'autre part, **LE MINISTERE DE LA CULTURE DE COLOMBIE** créé par la loi
397 de 1997, avec NIT 830.034.348-5, représenté par **ENZO RAFAEL ARIZA
AYALA**, majeur, domicilié dans la ville de Bogotá, identifié avec carte de
citoyenneté n° 79.627.790, délivrée à Bogota, agissant en sa qualité de Secrétaire
général, nommé par le décret n° 1395 du 30 avril 2008 et l'acte de prise de
fonctions n° 2596 du 30 avril 2008, délégué pour faire des contrats
conformément à la Résolution n° 1316 du 1er août 2008, avec des pouvoirs en
vertu de la loi 80 de 1993,
qui, aux fins de cet accord, sera appelé **LE MINISTÈRE**,

l'on convient de conclure ce cadre de coopération, sous réserve des considérations
suivantes, :

Pour la partie colombienne :

- a. Que l'article 70 de la Constitution prévoit que l'État Colombien a le devoir de promouvoir et d'encourager l'accès à la culture pour tous les Colombiens en égalité des chances, au moyen de la formation professionnelle permanente et de l'éducation scientifique, technique, artistique dans toutes les étapes du processus de création de l'identité nationale. En outre, il prévoit que l'État doit promouvoir la recherche, la science, le développement et la diffusion des valeurs culturelles de la nation.
- b. Que le Ministère de la Culture de Colombie, sous les termes de l'article 5 de la loi 397 de 1997 et de l'article 2, paragraphe 1 du décret 1746 de 2003, est l'entité en charge au niveau national d'organiser et d'encourager la diffusion et la promotion des expressions culturelles nationales des Colombiens et de protéger les valeurs culturelles de la nation.
- c. Que l'article 66 de la loi 397 de 1997, Loi générale de la Culture, a créé le ministère de la Culture de Colombie comme l'organisme responsable de formuler, coordonner, mettre en œuvre et surveiller la politique de l'État en la matière, conformément aux plans et aux programmes de développement et selon les principes de participation visés dans la loi ci-dessus.
- d. Pour sa part, l'article 36 de la loi 397 de 1997 stipule que « *pour la bonne exécution des fonctions relatives à la promotion et à l'encouragement de la création, la recherche et l'activité culturelle et artistique visées dans le Titre III, aussi bien que les fonctions autour du patrimoine culturel de la nation, le ministère de la Culture pourra conclure les types de contrats ou d'accords visés dans les décrets 393 et 591 de 1991, sous réserve des conditions énoncées dans ce règlement* ».
- e. L'article 6 du décret 393 de 1991 prévoit que « *pour mettre en œuvre des activités scientifiques et technologiques, des projets de recherche et de développement de technologies, la Nation et ses entités décentralisées peuvent conclure des accords spéciaux de coopération avec le secteur privé, qui ne*

Carrera 8ª No. 8-55 Bogotá, Colombia

Conmutador (57 1) 342 4100

www.mincultura.gov.co

**ACCORD-CADRE DE COOPÉRATION n° 2209/2016 DE 2016 ENTRE LE
MINISTÈRE DE LA CULTURE DE COLOMBIE ET LE CONSERVATOIRE
NATIONAL SUPÉRIEUR MUSIQUE ET DANSE DE LYON (CNSMD de Lyon)**

donneront pas lieu à une personne morale nouvelle. En vertu de ces accords, les personnes qui les concluent fournissent des ressources variées pour aider à promouvoir, développer et atteindre conjointement certains des objectifs visés à l'article second ».

f. Compte tenu des considérations ci-dessus et animés d'un commun accord afin de faciliter et de développer des relations de coopération plus étroites dans les domaines de l'éducation et de la recherche dans le cadre général de la coopération entre les deux pays, comme cela a été défini par l'accord culturel franco-colombien, et après la présentation de cet accord aux autorités compétentes en vertu des textes réglementaires en vigueur dans chaque pays, ils sont convenus de coopérer de manière équivalente et dans la mesure de leurs moyens.

g. Que dans l'accomplissement de leurs mandats et leurs obligations légales et compte tenu de ce qui précède, les parties conviennent des CLAUSES suivantes:

Pour la partie française :

selon le décret n°2009-201 du 18 février 2009 portant statut des conservatoires nationaux supérieurs de musique et de danse de Paris et de Lyon,
Le CNSMD de Lyon est un établissement d'enseignement supérieur de haut niveau spécialisé dans les domaines de la musique, de la danse et des nouvelles technologies du son, au titre de la formation initiale ou de la formation continue dont l'enseignement a pour objet l'acquisition des connaissances théoriques et la maîtrise pratique nécessaire à l'exercice de ces arts ou professions ainsi qu'à leur enseignement.

Pour l'exercice de sa mission, cet établissement

- a) organise, dans le cadre de l'apprentissage de la scène, des spectacles musicaux et chorégraphiques
- b) peut passer des conventions avec des organismes publics ou privés
- c) mène des activités de recherche, notamment pédagogiques et en assure la diffusion
- d) assure des prestations de service à titre onéreux, réalise des productions éditoriales et audiovisuelles ou y participe et assure la valorisation de ses productions et activités.

PREMIÈRE CLAUSE : -OBJET- Cet accord vise à renforcer la coopération conjointe pour développer des actions de collaboration et d'échange culturel et artistique qui encouragent la recherche, la formation, la création, la mobilité et le dialogue des artistes (professionnels, enseignants et étudiants) dans les champs de la danse et de la musique, avec pour vue d'élargir l'horizon culturel de leur pratique, de leur connaissances et de leur développement personnel artistique.

SECONDE CLAUSE : -DOMAINES DE COOPÉRATION- Les deux institutions chercheront à coopérer dans des projets de recherche et d'éducation et concernant plus particulièrement l'enseignement supérieur musical et chorégraphique. Dans des domaines d'intérêt commun, la coopération sera définie spécifiquement en : 1. Des résidences de courte durée pour la création et l'interprétation. 2. Mobilité des artistes (professionnels, enseignants et étudiants) pour approfondir et échanger des expériences dans le domaine de l'interprétation. 3. Échange de professeurs et d'experts pour des projets de recherche et de formation. 4. Échange d'artistes (professionnels, enseignants et étudiants) pour des procédés de formation.

**ACCORD-CADRE DE COOPÉRATION n° 2209/2016 DE 2016 ENTRE LE
MINISTÈRE DE LA CULTURE DE COLOMBIE ET LE CONSERVATOIRE
NATIONAL SUPÉRIEUR MUSIQUE ET DANSE DE LYON (CNSMD de Lyon)**

TROISIÈME CLAUSE : -ACCORDS SPÉCIFIQUES- Les actions concrètes de coopération résultant de la mise en œuvre de cet accord-cadre seront convenues par ceux qui y ont droit, selon les règlements internes de chaque institution et au moyen des accords spécifiques. **PREMIER PARAGRAPHE** : Ces accords spécifiques feront à toutes fins partie intégrante de cet accord-cadre et devront contenir au moins: objet, obligations générales et spécifiques de chaque partie, les budgets nécessaires, financement le cas échéant, les procédures, la supervision, ainsi que les données et documents nécessaires pour déterminer leur but et leur portée. **SECOND PARAGRAPHE** : Pour la préparation des accords spécifiques, l'autonomie des institutions, le juste équilibre entre les apports et les bénéfices pour les entités, et les capacités budgétaires respectives seront pris en compte. **TROISIÈME PARAGRAPHE** : Les accords spécifiques et amendements, clarifications ou compléments devront être signés par les personnes autorisées par le MINISTÈRE et le CNSMD de Lyon.

QUATRIÈME CLAUSE : - DURÉE - Cet accord durera cinq (5) ans à compter de la date de sa signature, extensible par un acte signé par les parties avant l'échéance. **PREMIER PARAGRAPHE** : L'accord peut être modifié à tout moment par consentement mutuel écrit des parties et peut être résilié par chacune au moyen d'une notification écrite à l'autre partie au moins six (6) mois à l'avance.

CINQUIÈME CLAUSE : - CONDITIONS DE L'ACCORD - Cet accord ne crée pas une nouvelle personne morale et chacune des parties est uniquement responsable des obligations définies dans le présent accord, sans présomption de solidarité à en déduire.

SIXIÈME CLAUSE : - FINANCEMENT - Cet accord-cadre ne comporte aucune obligation financière pour les parties.

SEPTIÈME CLAUSE : -SOLUTION DE DISPUTES- Dans le cas où des controverses surgiraient sur l'interprétation et l'application des obligations contenues dans ce document, celles-ci seront résolues par les parties d'un commun accord.

HUITIÈME CLAUSE : -EXCLUSION D'EMPLOI- Les parties déclarent expressément qu'aucun de leurs employés, agents ou personnes à charge, en vertu de cet accord, n'a de relation d'emploi avec l'autre partie ; cette exclusion s'étend aux personnes que chaque entité embauchera par n'importe quelle cause pour la mise en œuvre de cet accord.

NEUVIÈME CLAUSE : -CESSION- Les parties ne peuvent pas céder, en totalité ou en partie, cet accord à n'importe quelle personne physique ou morale, sauf autorisation expresse de l'autre partie, laquelle devra être motivée et à cette fin, il sera nécessaire de conduire une nouvelle étude juridique selon les éléments contenus dans le document technique de l'accord.

DIXIÈME CLAUSE : -SUPERVISION- Les superviseurs responsables de cet accord dans les deux institutions assureront la gestion quotidienne des programmes et la mise en œuvre de cet accord. La directrice des arts du ministère de la Culture et le directeur du CONSERVATOIRE NATIONAL SUPERIEUR MUSIQUE ET DANSE de Lyon (CNSMD de Lyon), ou ceux qu'ils délégueront par écrit, ont été nommés respectivement en tant que superviseurs.

2536/16

**ACCORD-CADRE DE COOPÉRATION n°2209/2016 DE 2016 ENTRE LE
MINISTÈRE DE LA CULTURE DE COLOMBIE ET LE CONSERVATOIRE
NATIONAL SUPÉRIEUR MUSIQUE ET DANSE DE LYON (CNSMD de Lyon)**

ONZIÈME CLAUSE: -ADRESSE Pour toutes fins juridiques, le domicile est la ville
de Bogotá, DC, Colombie.

Cet accord est signé en deux exemplaires originaux en espagnol et deux en
français, pour que chaque institution puisse conserver un exemplaire de chaque
langue.

01 SEP 2016

POUR le CNSMD de Lyon	POUR LE MINISTÈRE
 GERY MOUTIER Directeur CNSMD de Lyon	 ENZO RAFAEL ARIZA AYALA Secrétaire général Ministère de la Culture

CNSMD conservatoire national
supérieur musique
et danse de lyon

3 quai Chauveau, C. P. 120, F-69266 Lyon cedex 09
tél. 33 (0)4 72 19 26 26 - fax. 33 (0)4 72 19 26 00
www.cnsmd-lyon.fr

**CONVENIO DE COOPERACIÓN N° 2209/2016 DE 2016 SUSCRITO ENTRE
EL MINISTERIO DE CULTURA DE COLOMBIA Y LE CONSERVATOIRE
NATIONAL SUPERIEUR MUSIQUE ET DANSE DE LYON (CNSMD de Lyon)**

Entre los suscritos, por una parte, **LE CONSERVATOIRE NATIONAL SUPERIEUR MUSIQUE ET DANSE (CNSMD)**, representado por **GERY MOUTIER**, identificado con documento de identidad francés N° 080169105095 expedido por la Prefectura de Rhône, quien actúa en su calidad de Director, quien en adelante se denomina **EL CNSMD de Lyon**; y por la otra, el **MINISTERIO DE CULTURA DE COLOMBIA** creado mediante Ley 397 de 1997, con NIT 830.034.348-5, representado por **ENZO RAFAEL ARIZA AYALA**, mayor de edad, con residencia y domicilio en la ciudad de Bogotá, identificado con la cédula de ciudadanía N°. 79.627.790 expedida en Bogotá, quien actúa en su condición de Secretario General según Decreto de nombramiento n° 1.395 del 30 de abril de 2008 y acta de posesión N°2.596 del 30 de abril de 2008, con delegación para contratar de conformidad con lo ordenado por la Resolución N°1.316 del 1 de agosto de 2008 con facultades que confiere la Ley 80 de 1.993 que para los efectos de este convenio se denominará **EL MINISTERIO**.

Acordamos celebrar el presente convenio marco de cooperación, previas las siguientes consideraciones:

Por la parte colombiana:

- a. Que el Artículo 70 de la Constitución Política dispone que el Estado tiene el deber de promover y fomentar el acceso a la cultura de todos los colombianos en igualdad de oportunidades, por medio de la educación Permanente y la enseñanza científica, técnica, artística y profesional en todas las etapas del proceso de creación de la identidad nacional. Dispone igualmente, que el Estado promoverá la investigación, la ciencia, el desarrollo y la difusión de los valores culturales de la Nación.
- b. Que el Ministerio de Cultura en los términos del artículo 5 de la Ley 397 de 1997 y del artículo 2 numeral 1 del Decreto 1746 de 2003, es la entidad encargada en el orden nacional de organizar y promover la difusión y promoción nacional de las expresiones culturales de los colombianos así como de proteger los valores culturales de la Nación.
- c. Que el Artículo 66 de la ley 397 de 1997, Ley General de Cultura, crea el Ministerio de Cultura como organismo rector de la cultura encargado de formular, coordinar, ejecutar y vigilar la política del Estado en la materia, en concordancia con los planes y programas de desarrollo según los principios de participación contemplados en dicha ley.
- d. Por su parte el artículo 36 de la Ley 397 de 1997 establece que *"para el cabal cumplimiento de las funciones relativas fomento y el estímulo a la creación, investigación y a la actividad artística y cultural a que se refiere el Título III, así como las asignadas respecto al patrimonio cultural de la Nación, el Ministerio Cultura podrá celebrar las modalidades de contratos o convenios previstos en los Decretos 393 y 591 de 1991, con sujeción a requisitos establecidos en la citada normatividad"*.
- e. El artículo 6 del Decreto 393 de 1991 dispuso que *"para adelantar actividades científicas y tecnológicas, proyectos de investigación y creación de tecnologías, la Nación y sus entidades descentralizadas podrán celebrar con los particulares convenios especiales de cooperación, que no darán lugar al nacimiento de una nueva persona jurídica. En virtud de estos convenios las personas que los celebren aportan recursos de distinto tipo*

100



**CONVENIO DE COOPERACIÓN N° 2209/2016 DE 2016 SUSCRITO ENTRE
EL MINISTERIO DE CULTURA DE COLOMBIA Y LE CONSERVATOIRE
NATIONAL SUPERIEUR MUSIQUE ET DANSE DE LYON (CNSMD de Lyon)**

*para facilitar fomentar, desarrollar y alcanzar en común algunos de los
propósitos contemplados en el artículo segundo".*

- f. Dadas las anteriores consideraciones y animados de común acuerdo para facilitar y desarrollar relaciones de cooperación más estrechas en los campos de la enseñanza y la investigación en el marco general de cooperación entre los dos países, tal como ha sido definido por el acuerdo cultural franco colombiano y después de la presentación del presente acuerdo ante las autoridades correspondientes conforme a los textos reglamentarios vigentes de cada país, han convenido cooperar de forma equivalente y en la medida de sus medios.

Por la parte francesa:

Según el Decreto N° 2009-201 de 18 de febrero de 2009, sobre el estatuto de los conservatorios superiores nacionales de música y danza de París y Lyon, EL CNSMD de Lyon es una institución de educación superior de alto nivel especializada en los campos de la música, la danza y las nuevas tecnologías de sonido, en la formación inicial o continua donde la educación tiene como finalidad la adquisición de conocimientos teóricos y el dominio práctico necesario para el ejercicio de estas artes o profesiones y a su enseñanza.

Para ejercer su misión, esta institución:

- a) organiza, como parte del aprendizaje de la escena, espectáculos musicales y coreográficos
- b) podrá celebrar convenios con organismos públicos o privados
- c) lleva a cabo actividades de investigación, particularmente pedagógicas y asegura la difusión
- d) prevé la prestación de servicios pecuniaria, realiza producciones editoriales y audiovisuales y/o participa y garantiza la valoración de sus producciones y actividades.

Que en cumplimiento de sus mandatos y obligaciones legales y dadas las consideraciones anteriores, las partes acuerdan las siguientes **CLÁUSULAS:**

CLÁUSULA PRIMERA: -OBJETO- El presente convenio tiene como fin fortalecer la cooperación conjunta para el desarrollo de acciones de colaboración e intercambio cultural y artístico, que promuevan la investigación, la formación, la creación, la movilidad y el diálogo de los artistas (profesionales, profesores y estudiantes) en campos correspondientes a la danza y la música, en la perspectiva de ampliar el horizonte cultural de su práctica, conocimiento y su desarrollo cultural artístico. D

CLÁUSULA SEGUNDA: -ÁREAS DE COOPERACIÓN- Las dos instituciones buscarán cooperar en proyectos de investigación y educación, especialmente en relación con la educación superior musical y la coreografía. En temas de interés común, la cooperación se definirá específicamente en: 1. Residencias cortas para la creación e interpretación. 2. Movilidad de artistas (profesionales, profesores y estudiantes) para profundizar e intercambiar experiencias en el campo de la interpretación. 3. Intercambios de profesores y expertos para proyectos de investigación y formación. 4. Intercambio de artistas (profesionales, profesores y estudiantes) para procesos de formación.

CLÁUSULA TERCERA: -CONVENIOS ESPECÍFICOS- Las acciones concretas de colaboración que se deriven de la aplicación del presente Convenio de em

10/10/10



**CONVENIO DE COOPERACIÓN N° 2209/2016 DE 2016 SUSCRITO ENTRE
EL MINISTERIO DE CULTURA DE COLOMBIA Y LE CONSERVATOIRE
NATIONAL SUPERIEUR MUSIQUE ET DANSE DE LYON (CNSMD de Lyon)**

Cooperación, serán pactadas por quienes estén facultados para ello, conforme a la regulación interna de cada institución y mediante convenios específicos.

PARÁGRAFO PRIMERO: Estos convenios específicos serán parte constitutiva del presente Convenio, para todos los efectos y contendrán como mínimo: Objeto, Obligaciones generales y específicas de cada parte, presupuestos requeridos, si es el caso financiación, procedimientos, supervisión, así como todos los datos y documentos necesarios para determinar sus fines y alcances. **PARÁGRAFO**

SEGUNDO: Para la elaboración de los convenios específicos, se tendrá en cuenta la autonomía de las instituciones, el justo equilibrio entre los aportes y los beneficios para las instituciones, y las posibilidades presupuestales respectivas.

PARÁGRAFO TERCERO: Los convenios específicos, así como las modificaciones, aclaraciones o complementaciones deberán ser suscritos por las personas facultadas por parte del MINISTERIO y el CNSMD de Lyon.

CLÁUSULA CUARTA: - DURACIÓN – El presente convenio tendrá una duración de cinco (5) años a partir de la fecha de suscripción del mismo, prorrogable mediante acta suscrita por las partes antes de su vencimiento. **PARÁGRAFO:** El convenio podrá ser modificado en cualquier momento por mutuo consentimiento escrito de las partes y podrá ser terminado por cualquiera de ellas mediante notificación motivada y escrita a la otra por lo menos con seis (6) meses de anticipación.

CLÁUSULA QUINTA: - CONDICIONES DEL CONVENIO- El presente Convenio no origina una nueva persona jurídica y cada una de las partes responde exclusivamente por las obligaciones definidas en este Convenio, sin que en ningún momento pueda predicarse solidaridad.

CLÁUSULA SEXTA: - FINANCIACIÓN – Este convenio no implica ninguna obligación financiera para ninguna de las partes.

CLÁUSULA SÉPTIMA: -SOLUCIÓN DE CONTROVERSIAS- En el caso en que sobrevinieren controversias en torno a la interpretación, aplicación de las obligaciones contenidas en el presente documento estas serán resueltas por las partes de común acuerdo.

CLÁUSULA OCTAVA :-EXCLUSIÓN LABORAL- Las partes manifiestan expresamente que ninguno de sus empleados, agentes o dependientes adquieren por el presente convenio relación laboral alguna con la otra parte, extendiéndose esta exclusión a las personas que cada entidad llegue a contratar por cualquier causa para la ejecución del presente convenio.

CLAUSULA NOVENA: – CESIÓN- Las partes no podrán ceder total ni parcialmente el presente convenio a persona natural o jurídica, salvo autorización expresa y escrita de la otra parte, la cual deberá ser motivada y para tal efecto será necesario realizar un nuevo estudio jurídico conforme a los elementos expuestos en el documento técnico del convenio.

CLÁUSULA DÉCIMA: -SUPERVISIÓN- Los supervisores responsables del presente convenio en las dos instituciones asegurarán la gestión cotidiana de programas y la realización del presente acuerdo. Son designados respectivamente como supervisores: La Directora de Artes del Ministerio de Cultura y el Director de LE CONSERVATOIRE NATIONAL SUPERIEUR MUSIQUE ET DANSE de Lyon (CNSMD de Lyon), o quien estos deleguen en forma escrita.

10/10/10



**CONVENIO DE COOPERACIÓN N° 2209/2016 DE 2016 SUSCRITO ENTRE
EL MINISTERIO DE CULTURA DE COLOMBIA Y LE CONSERVATOIRE
NATIONAL SUPERIEUR MUSIQUE ET DANSE DE LYON (CNSMD de Lyon)**

CLÁUSULA DÉCIMA PRIMERA: DOMICILIO:- Para todos los efectos legales, el domicilio será la ciudad de Bogotá, D.C., Colombia.

Este convenio se firma en dos originales en español y dos originales en francés, cada institución guardará un ejemplar en las dos lenguas.

01 SEP 2016

POR CNSMD de Lyon	POR EL MINISTERIO
 GERY MOUTIER Director CNSMD de Lyon	 ENZO RAFAEL ARIZA AYALA Secretario General Ministerio de Cultura

CNSMD conservatoire national
supérieur musique
et danse de lyon

3 quai Chauveau, C. P. 120, F-69266 Lyon cedex 09
tél. 33 (0)4 72 19 26 26 - fax. 33 (0)4 72 19 26 00
www.cnsmd-lyon.fr

100

100



100